# DOUBLES IMPOSITIONS (Droits de succession)

Échange de Notes entre le Canada et la Suisse

Fait à Ottawa les 28 mars et 23 juin 1958

En vigueur le 8 septembre 1958

## DOUBLE TAXATION (Succession duties)

/43 968 475 b1636765

Exchange of Notes between Canada and Switzerland

Signed at Ottawa March 28 and June 23, 1958

In force September 8, 1958

ROGER DUHAMEL, F.R.S.C. Queen's Printer and Controller of Stationery

s.c. ROGER DUHAMEL, m.s.r.c.
ind Imprimeur de la Reine et
contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1960

Price-Prix: 25 cents

76652-7-1

No. E3-58/30

DOUBLES IMPOSITIONS Droits de succession)

### TABLE DES MATIÈRES

	Fait à Ottawa les 28 mars et 25 juin 1958	PAGE
1	Note, en date du 28 mars 1958, adressée par l'Ambassade de Suisse au Canada au Ministère des Affaires	
	extérieures	4
II	Note, en date du 23 juin 1958, adressée par le Ministère des Affaires extérieures à l'Ambassade de Suisse au	
	Canada	4
	Annexe I: Décret du 19 mai 1958	6
	Annexe II: Arrêté du 8 septembre 1958	8

DOUBLE TAXATION (Succession duties)

### CONTENTS

		PAGE
I	Note dated March 28, 1958 from the Embassy of Switzerland in Canada to the Department of External Affairs	5
	Analis	3
II	Note dated June 23, 1958 from the Department of External Affairs to the Embassy of Switzerland in	
	Canada	5
	Annex I: Decree of May 19, 1958	7
	Annex II: Order of September 8, 1958	9

ÉCHANGE DE NOTES (les 28 mars et 23 juin 1958) ENTRE LE CANADA ET LA SUISSE ABROGEANT LA DÉCLARATION DU 27 AOÛT 1872 ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA SUISSE AU SUJET DES DROITS DE SUCCESSION

I

L'Ambassade de Suisse au Canada au Ministère des Affaires extérieures

#### AMBASSADE DE SUISSE

Nº 26

L'Ambassade de Suisse présente ses compliments au Ministère des Affaires extérieures et a l'honneur de lui faire savoir que les autorités compétentes du Canton de Vaud sont prêtes à abroger la Déclaration signée à Berne le 27 août 1872 entre le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse, agissant au nom du Canton de Vaud, et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique relativement à la levée des droits de succession ou de mutation sur la fortune d'un citoyen de l'une des parties contractantes décédé sur le territoire de l'autre partie contractante, dans la mesure où cette Déclaration s'applique aux relations entre le Canton de Vaud et le Canada.

En conséquence, conformément aux instructions reçues du Conseil Fédéral Suisse et au nom du Canton de Vaud, l'Ambassade de Suisse propose qu'il soit mis un terme dès l'entrée en vigueur du présent Arrangement à la Déclaration précitée du 27 août 1872 en ce qui concerne, d'une part, les citoyens du Canton de Vaud décédés au Canada et, d'autre part, les citoyens du Canada décédés sur le territoire du Canton de Vaud.

Si les propositions ci-dessus sont acceptées par le Gouvernement du Canada, l'Ambassade suggère que la présente note et la réponse du Ministère des Affaires extérieures dans le même sens soient considérées comme constituant l'Arrangement par lequel le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse, agissant au nom du Canton de Vaud, et le Gouvernement du Canada abrogent la Déclaration du 27 août 1872 dans la mesure où celle-ci s'applique aux relations entre le Canton de Vaud et le Canada. Le présent Arrangement entrera en vigueur le jour de son approbation par le Parlement du Canton de Vaud.

Ottawa, le 28 mars 1958.

L'Ambassadeur de Suisse, VICTOR NEF

II

Le Ministère des Affaires extérieures à l'Ambassade de Suisse au Canada

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES CANADA

Nº 32

Le Ministère des Affaires extérieures présente ses compliments à l'Ambassade de Suisse et a l'honneur de se référer à la Note Nº 26 de l'Ambassade en date du 28 mars 1958 concernant l'abrogation de la Déclaration signée à Berne le 27 août 1872 entre le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse, agissant au

### anthonoutroical and goldstum of (Translation) of allock as povel at a language

EXCHANGE OF NOTES (March 28 and June 23, 1958) BETWEEN CANADA AND SWITZERLAND ABROGATING THE AGREEMENT OF AUGUST 27, 1872 BETWEEN GREAT BRITAIN AND SWITZERLAND CONCERNING SUCCESSION

du 28 mars 1958 de l'Ambessade ainsi que la présenter Note constituent un Arrangement entre le Canada et la Suisse à ce sujet. Cet Arrangement entrets The Embassy of Switzerland in Canada to the Department of External Affairs

#### EMBASSY OF SWITZERLAND

The Embassy of Switzerland presents its compliments to the Department of External Affairs and has the honour to inform the Department that the competent authorities of the Canton of Vaud are prepared to terminate the Declaration signed at Berne on August 27, 1872 between the Federal Council of the Swiss Confederation, acting on behalf of the Canton of Vaud, and Her Britannic Majesty's Government with respect to exemption from succession or transfer duties of the estates of citizens of either Contracting Party who die on the territory of the other Contracting Party, in so far as this Declaration applies to relations between the Canton of Vaud and Canada.

Consequently, in accordance with instructions received from the Swiss Federal Council and on behalf of the Canton of Vaud, the Embassy of Switzerland would suggest that, upon entry into force of this Arrangement, the abovementioned Declaration of August 27, 1872 be terminated in respect, on the one hand, of citizens of the Canton of Vaud who die in Canada and, on the other hand, of citizens of Canada who die on the territory of the Canton of Vaud.

If the above suggestions are accepted by the Canadian Government, the Embassy would further suggest that this Note and the reply to that effect of the Department of External Affairs should be considered as constituting an Arrangement under which the Federal Council of the Swiss Confederation, acting on behalf of the Canton of Vaud, and the Canadian Government terminate the Declaration of August 27, 1872 in so far as it applies to relations between the Canton of Vaud and Canada. This Arrangement shall enter into force on the date of its approval by the Parliament of the Canton of Vaud. OTTAWA, March 28, 1958.

VICTOR NEF, Ambassador of Switzerland.

no Articleof. - Lee Conseil al'État récolt Meurs pouvoirs pour valifier, alc'hom de l'État de Vand, les arrangements semblables à recluiude l'article bramière el con les preclused l'article première et qui The Department of External Affairs to the Embassy of Switzerland in Canada

#### DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS CANADA and the desired the control of the control o

The Department of External Affairs presents its compliments to the Embassy of Switzerland and has the honour to refer to Note No. 26 of the Embassy, dated March 28, 1958, concerning termination of the Declaration signed at Berne on August 27, 1872 between the Federal Council of the Swiss nom du Canton de Vaud, et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique relativement à la levée des droits de succession ou de mutation sur la fortune d'un citoyen de l'une des parties contractantes décédé sur le territoire de l'autre partie contractante, dans la mesure où cette Déclaration s'applique aux relations entre le Canton de Vaud et le Canada.

Le Ministère a l'honneur de confirmer que les propositions qui y sont énoncées sont acceptables au Gouvernement canadien et que la Note Nº 26 du 28 mars 1958 de l'Ambassade ainsi que la présente Note constituent un Arrangement entre le Canada et la Suisse à ce sujet. Cet Arrangement entrera en vigueur le jour de son approbation par le Parlement du Canton de Vaud. Ottawa, le 23 juin 1958.

S. E. S.

#### DÉCRET

#### du 19 mai 1958

ratifiant l'arrangement conclu le 24 décembre 1957 entre le Conseil fédéral, agissant au nom du Canton de Vaud, et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, mettant un terme à la déclaration du 27 août 1872 relative à la levée des droits de succession sur la fortune de sujets ou de citoyens de l'un des États, décédés dans l'autre.

#### Le grand conseil du Canton de Vaud,

vu la convention conclue le 12 juin 1956 entre la Confédération suisse et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en vue d'atténuer les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions;

vu l'article 52 de la constitution du Canton de Vaud, du 1er mars 1885; vu le projet de décret présenté par le Conseil d'État.

#### décrète:

Article premier.—Est ratifié, dans la teneur du texte qui figure en annexe au présent décret et qui en fait partie intégrante, l'arrangement conclu le 24 décembre 1957, sous la forme d'un échange de notes diplomatiques, entre le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Conseil fédéral suisse, agissant au nom et pour le compte de l'État de Vaud, au sujet de la Déclaration signée à Berne le 27 août 1872 entre les gouvernements précités relativement à la levée des droits de succession ou de mutation sur la fortune d'un citoyen ou sujet de l'une des parties contractantes décédé sur le territoire de l'autre partie contractante.

Article 2.—Le Conseil d'État reçoit pleins pouvoirs pour ratifier, au nom de l'État de Vaud, les arrangements semblables à celui de l'article premier et qui pourront être conclus sur le même objet avec d'autres États du Commonwealth britannique.

Chaque ratification revêtira la forme d'un arrêté du Conseil d'État et fera l'objet d'un rapport spécial au Grand Conseil dans les six mois dès sa date.

Article 3.—Le Conseil d'État est chargé de la publication et de l'exécution du présent décret.

Donné, sous le grand sceau de l'État, à Lausanne, le 19 mai 1958.

Le président du Grand Conseil: J.-P. PRADERVAND.

Le secrétaire: HENRY.

(L.S.)

Confederation acting on behalf of the Canton of Vaud and Her Britannic Majesty's Government with respect to exemption from succession or transfer duties of the estates of citizens of either Contracting Party who die on the territory of the other Contracting Party, in so far as this Declaration applies to relations between the Canton of Vaud and Canada.

The Department has the honour to confirm that the suggestions put forward in the Embassy's Note are acceptable to the Canadian Government and that Note No. 26 of the Embassy, dated March 28, 1958, together with this Note shall constitute an Arrangement between Canada and Switzerland on the matter. This Arrangement shall enter into force on the date of its approval by the Parliament of the Canton of Vaud.

Ottawa, June 23, 1958.

S. E. S.

#### DECREE

#### ordenessab AC all plants of May 19, 1958

ratifying the Arrangement concluded on December 24, 1957 between the Federal Council, acting for the Canton of Vaud, and the Government of the United Kingdom of Great Britain, terminating the Declaration of August 27, 1872 concerning exemption from succession duties of the estates of subjects or citizens of either State who die in the other State.

#### The Grand Council of the Canton of Vaud,

in view of the Convention concluded on June 12, 1956 between the Swiss Confederation and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to reduce double taxation in the matter of taxes on estates;

in view of Article 52 of the Constitution of the Canton of Vaud; in view of the Draft Decree submitted by the Council of State,

#### decrees as follows:

Article 1.—The following Arrangement is hereby ratified as set out in the text appended to this Decree and constituting an integral part thereof: Arrangement concluded on December 24, 1957 in the form of an exchange of diplomatic notes between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Swiss Federal Council, acting in the name and on behalf of the State of Vaud, with respect to the Declaration signed at Berne on August 27, 1872 between the above-mentioned Governments and concerning exemption from succession or transfer duties of the estates of subjects or citizens of either Contracting Party who die on the territory of the other Contracting Party.

Article 2.—The Council of State is hereby given full powers to ratify, on behalf of the State of Vaud, any arrangements similar to the Arrangement mentioned under Article 1 that may be concluded on the same subject with other States of the British Commonwealth.

Ratification shall in every case take the form of an Order by the Council of State and shall be the subject of a special report submitted to the Grand Council within six months from the date thereof.

Article 3.—The Council of State is hereby entrusted with the publication and carrying out of this Decree.

Given under the grand seal of the State at Lausanne, on May 19, 1958.

J.-P. PRADERVAND, (Seal)
President of the Grand Council.

HENRY, Secretary.

Le Conseil d'État ordonne l'impression et la publication du présent décret pour être exécuté dans tout son contenu, dès et y compris le 27 mai 1958. Lausanne, le 20 mai 1958.

Le président: Le chancelier: Le chancelier:

OULEVAY. (L.S.) HENRY.

in the Embassy's Note are acceptable to the Canadian Covernment and that Note Note Not 196 of the Embassy dated ATARA 28 1956 together with this Note shall constitute an Arrengement between Canada and Switzerland on the du 8 septembre 1958

ratifiant l'arrangement conclu avec le Canada au sujet de la Déclaration du 27 août 1872 échangée entre le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et le Conseil fédéral relative à la levée des droits de succession

#### Le Conseil d'État du Canton de Vaud

vu le décret du 19 mai 1958 ratifiant l'arrangement conclu le 24 décembre 1957 mettant un terme à la déclaration du 27 août 1872 échangée entre le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et le Conseil fédéral relative à la levée des droits de succession

#### or citizens of either State whoreign : starte the State and an arevent

Article premier.—Est ratifié, dans la teneur du texte qui figure en annexe au présent arrêté et qui en fait partie intégrante, l'arrangement conclu les 28 mars/23 juin 1958 entre le gouvernement du Canada et le Conseil fédéral, agissant au nom et pour le compte de l'État de Vaud, au sujet de la Déclaration du 27 août 1872 échangée entre le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et le Conseil fédéral relativement à la levée des droits de succession.

Article 2.-Le Département des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui entre immédiatement en vigueur.

Donné, sous le sceau du Conseil d'État, à Lausanne, le 8 septembre 1958.

- and the state of OULEVAY.

Le chancelier: (L.S.) HENRY.

August 24 v 1872 between The above-mentioned Governments and concernment

The Council of State orders the printing and publication of this Decree, which is to be carried out in full as from May 27, 1958.

Lausanne, May 20, 1958.

OULEVAY, (Seal)

President.

HENRY, Chancellor.

#### ORDER

of September 8, 1958

Ratifying the Arrangement concluded with Canada with respect to the Declaration of August 27, 1872 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and the Federal Council concerning exemption from succession duties

#### The Council of State of the Canton of Vaud,

In view of the Decree of May 19, 1958 ratifying the Arrangement concluded on December 24, 1957 to terminate the Declaration of August 27, 1872 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and the Federal Council concerning exemption from succession duties,

#### orders as follows:

Article 1.—The following Arrangement is hereby ratified as set out in the text appended to this Order and constituting an integral part thereof: Arrangement concluded on March 28 and June 23, 1958 between the Canadian Government and the Federal Council, acting in the name and on behalf of the State of Vaud, with respect to the Declaration of August 27, 1872 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and the Federal Council concerning exemption from succession duties.

Article 2.—The Department of Finance is hereby entrusted with the carrying out of this Order, which enters into force immediately.

Given, under the seal of the Council of State, at Lausanne, on September 8, 1958.

OULEVAY, (Seal)

HENRY, Chancellor.

President.

3 5036 20091791 5

ausanne, May 20, 1958.

OULEVAY SANATA (Seal

President

ORDER

of September 8, 1958

Ratifying the Arrangement concluded with Canada with respect to the Declaration of August 27, 1872 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and the Federal Council concerning exemption from succession duties.

In view of the Decree of May 19, 1959 retriving the Arrangement concluded on Decree at the Decree of May 19, 1959 retriving the Arrangement concluded the Covernment of the United Kingdom of Great Britain and the Federal Council concerning exemption from succession duties,

Arricle 10—The following Arrangement is hereby ratified as set out in the ext appended to this Order and constituting as integral part thereof. Arrangement concludes on March 28 and June 23, 1956 between the Canadian Government and the rederal Council acting in the name and on behalf of the State of Vand, with respect to the Declaration of August 21, 1872 between the Garana and of the Illinited Kingdom of Great Britain and the Federal Council concernment of the Illinited Kingdom of Great Britain and the Federal Council concernment from succession duties, usugly as an an analysism of the succession duties, usugly as an analysismment of the two states to the concernment of the succession duties, usugly as an analysismment of the state too as an analysism from succession duties, usugly as an analysismment of the state too as an analysism from succession duties, usugly as a succession duties.

Article clarethe Department of Finance is hereby entrusted with the carryng out of this Order, which enters into force immediately.

Given, under the seal of the Council of State, at Lausanne, on September 8,

OULEVAY YHUMA

HENRY,